

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index AI : ASA 20/019/2013

12 avril 2013

Inde. Il faut enquêter sur les allégations de recours injustifié à la force et abandonner les accusations forgées de toutes pièces contre des manifestants antinucléaires au Tamil Nadu

Les autorités du Tamil Nadu (État du sud de l'Inde) doivent ordonner une enquête indépendante et impartiale sur les allégations faisant état d'un recours injustifié à la force par la police contre des manifestants antinucléaires, qui a fait 32 blessés parmi eux, sur le site de la centrale nucléaire côtière de Kalpakkam, à 50 kilomètres de Chennai, le 26 mars, a déclaré Amnesty International vendredi 12 avril.

Des accusations forgées de toutes pièces, notamment celle de tentative de meurtre, portées contre 18 des manifestants, arrêtés puis libérés sous caution, doivent être abandonnées, a ajouté l'organisation.

Les manifestants protestent pacifiquement en demandant l'arrêt immédiat de l'extension de la centrale nucléaire de Kalpakkam, une surveillance transparente des niveaux de radiation, et de l'électricité et des possibilités d'emploi et d'éducation pour six villages voisins de la centrale comme pour les personnes travaillant sur place.

Après l'échec de deux sessions de négociation avec les autorités à la centrale du 20 au 25 mars, ils ont commencé à bloquer les routes à trois endroits différents devant ce site le 26 mars. Les policiers affirment que les manifestants sont devenus violents, mais l'équipe d'enquête menée par un défenseur des droits humains vivant à Chennai, A. Marx, n'a trouvé aucune preuve appuyant cette version des faits.

Des témoins ont informé Amnesty International que, moins d'une demi-heure après le début de la manifestation, les policiers avaient demandé à 18 des manifestants de s'asseoir dans un fourgon pour pouvoir parler avec eux. Ils les ont alors arrêtés et ont chargé à la matraque les autres manifestants assis sur la route, blessant 32 personnes dont 11 ont dû être hospitalisées.

Les 18 manifestants arrêtés, qui ont été libérés sous caution, font l'objet de plusieurs chefs d'inculpation ; ils sont notamment accusés de tentative de meurtre, de s'être soulevés en utilisant des armes meurtrières, d'avoir dégradé des biens publics, d'enlèvement, d'actes d'intimidation pénalement répréhensibles et d'avoir agressé et blessé des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions. Ces accusations ont également été portées contre 300 autres manifestants dont les noms n'ont pas été divulgués. Des habitants des villages voisins ont indiqué à Amnesty International qu'ils craignaient que ces accusations ne soient utilisées pour harceler ou intimider des personnes ayant critiqué les projets d'extension de la centrale nucléaire.

L'organisation rappelle aux autorités du Tamil Nadu que, selon les Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, les policiers doivent avoir recours à des moyens non violents avant de faire usage de la force et, le cas échéant, utiliser celle-ci de manière proportionnelle à la gravité de la situation. L'usage arbitraire ou excessif de la force ou des armes à feu par des responsables de l'application des lois est une infraction pénale et doit être puni.

Les autorités du Tamil Nadu doivent veiller à ce que toutes les allégations d'usage arbitraire ou excessif de la force, d'arrestations et de détentions illégales ou arbitraires et de mauvais traitements à l'égard de manifestants fassent l'objet d'une enquête approfondie dans les meilleurs délais. Les conclusions de cette enquête doivent être rendues publiques et les responsables présumés, notamment ceux qui ont commis, ordonné, toléré ou n'ont rien fait pour empêcher ces violations, doivent être poursuivis dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales d'équité des procès.

Amnesty International engage en outre les autorités à procéder à des consultations approfondies sur les projets d'extension de la centrale nucléaire de Kalpakkam auprès des personnes potentiellement concernées, y compris des militants, des ONG et des autres représentants des populations touchées. Ces consultations sont essentielles pour sauvegarder les droits des populations locales. Le gouvernement du Tamil Nadu doit s'assurer que les militants et autres personnes participant à des manifestations pacifiques contre ces projets puissent le faire sans craindre de subir des violences, un harcèlement ou de fausses accusations d'activités pénalement répréhensibles.

Complément d'information

À la suite de la catastrophe nucléaire de la centrale japonaise de Fukushima en mars 2011, un mouvement prolongé contre l'énergie nucléaire a eu lieu au Tamil Nadu. Les protestataires, menés par le Mouvement du peuple contre l'énergie nucléaire, s'opposent à la mise en service du complexe de réacteurs nucléaires de Kudankulam, construit avec l'aide de la Russie à 800 kilomètres de Chennai, et à l'extension de la centrale nucléaire existante de Kalpakkam, dont certaines parties ont été inondées par le tsunami survenu en décembre 2004 dans l'océan Indien.

Des chefs de file de ce mouvement et une cinquantaine de manifestants du village côtier d'Idinthakarai, situé à tout juste deux kilomètres de la centrale de Kudankulam, font l'objet de plusieurs chefs d'accusation, notamment de sédition, de soulèvement avec des armes meurtrières et de tentative d'agression sur des fonctionnaires. S'ils sont jugés et déclarés coupables, ils encourent une peine pouvant aller jusqu'à la réclusion à perpétuité.

FIN